

Affirmations des initiant(e)s à l'épreuve de la vérification des faits

Subventions pour l'agriculture

Affirmation des initiant(e)s : *75 % des subventions agricoles servent à promouvoir la production animale.*

Vérification des faits

Cette affirmation est fausse. Quelque 60 % des mesures de promotion agricole (paiements directs, mesures de production, améliorations structurelles) ne peuvent pas être attribuées à la production animale ou végétale. Les paiements directs, qui constituent la majeure partie des subventions, sont liés à l'exploitation des terres et ne comprennent aucune incitation à produire des aliments d'origine animale. Il existe une promotion directe de l'élevage par le biais des programmes de bien-être animal, qui indemnisent un élevage particulièrement respectueux des animaux, des contributions d'estivage pour les régions d'alpage et des suppléments pour le lait transformé en fromage. Ces derniers compensent la suppression des droits de douane pour les importations de fromage.

Taux d'auto-approvisionnement

Affirmation des initiant(e)s : *un taux d'auto-approvisionnement de 100 % est théoriquement possible.*

Vérification des faits

Cette affirmation ne tient pas la route dans la réalité. Atteindre le taux d'auto-approvisionnement de 70 % que réclame l'initiative ou davantage encore relève de l'utopie. C'est pendant la Seconde Guerre mondiale que la Suisse a atteint pour la dernière fois un taux d'auto-approvisionnement de 70 %. Le plan Wahlen mis en place à l'époque prévoyait d'exploiter chaque mètre carré de terre pour cultiver des aliments. Un système de rationnement avait également été instauré. Il faut dire aussi que la Suisse d'alors comptait deux fois moins d'habitants qu'aujourd'hui.

Par ailleurs, deux tiers de nos terres exploitées sont recouvertes d'herbe. Seule une consommation de cette herbe par des ruminants comme les vaches, les moutons ou les chèvres permet d'en tirer des aliments comme le lait et la viande. Le lait et la viande sont donc des piliers de notre sécurité d'approvisionnement. La réduction du gaspillage alimentaire constitue un levier essentiel pour améliorer le niveau d'auto-approvisionnement. Or, l'initiative ne prévoit aucune mesure visant à réduire ce gaspillage.

Aujourd'hui, 20 % des surfaces agricoles sont réservées à la promotion de la biodiversité. Si nous voulons accroître notre taux d'auto-approvisionnement, il nous faudrait réaffecter ces surfaces autant que possible à la production alimentaire, au détriment de la faune et de la flore.

Affirmation des initiant(e)s : *nous dépendons à plus de 50 % de l'étranger pour nous nourrir.*

Vérification des faits

Cette affirmation est correcte. Cette dépendance s'explique par le fait que nous disposons de surfaces limitées et que la population suisse ne cesse d'augmenter. Or, la population souhaite consommer non seulement des produits alimentaires indigènes, mais aussi des fruits exotiques, du poisson, des fruits de mer, etc. Elle s'attend également à trouver toute l'année un large choix de fruits et légumes en magasin. Pour ce qui est de la viande, les morceaux nobles sont très prisés, mais chaque animal n'en fournit qu'une quantité limitée. En conséquence, la Suisse importe de nombreux filets, steaks et autres produits similaires. Ces dernières années, de nouvelles restrictions, par exemple en matière de protection des végétaux, ainsi que la multiplication des phénomènes

météorologiques extrêmes ont compliqué la culture des plantes. Les rendements sont donc soumis à des fluctuations plus importantes, tandis que la demande reste constante. Si nous voulons réduire cette dépendance, il faudrait d'une part produire à plein régime, et d'autre part obliger la population à consommer principalement des produits de saison et indigènes. Le lait et la viande devraient aussi rester des piliers essentiels de l'approvisionnement.

Affirmation des initiant(e)s : *sur 60 % de nos surfaces agricoles sont produits des aliments pour les animaux plutôt que des aliments d'origine végétale pour la population.*

Vérification des faits

Cette affirmation est correcte, mais la conclusion qui en est tirée est fausse. Une agriculture aussi durable que possible se caractérise par une combinaison entre la production animale et végétale d'une part et des cycles fermés d'éléments fertilisants d'autre part. Il n'est donc pas judicieux de réserver les terres du Plateau à la culture des champs et de confiner l'élevage dans les régions de montagne.

Nous ne pourrions produire du lait et de la viande provenant d'animaux se nourrissant de fourrage grossier, comme les vaches, les moutons ou les chèvres, qu'à partir d'herbe ou de foin provenant de prairies permanentes et de pâturages. Pour produire la même quantité qu'aujourd'hui, il nous faudrait toutefois beaucoup plus d'animaux. Les prairies artificielles jouent également un rôle important dans la rotation des cultures et, par conséquent, dans la lutte contre les maladies et les ravageurs, ainsi que pour la fertilité des sols.

La demande en viande de poulet et en œufs ne cesse de croître depuis des années. Si nous ne voulons pas importer la totalité de nos aliments pour animaux, nous devons cultiver nous-mêmes, au moins en partie, leur nourriture, ce qui nécessite, dans le cas des poules ou des porcs, des terres agricoles, car ces animaux ne mangent pas d'herbe.

Impact sur le secteur agricole

Affirmation des initiant(e)s : *les exploitations agricoles profitent de cette initiative, car elle leur promet de les soutenir.*

Vérification des faits

Cette affirmation est illusoire. À travers leur initiative, les initiant(e)s font des promesses qu'ils ne peuvent pas tenir. La Suisse est un pays d'herbages. L'élevage y est donc la principale source de revenu pour les familles paysannes indigènes. L'initiative entend affaiblir cette branche de production, ce qui se traduira immanquablement par des pertes de revenu. Il est hélas peu probable que la Confédération puisse débloquer les fonds supplémentaires prévus par l'initiative pour soutenir l'agriculture. Aujourd'hui déjà, l'État tente, année après année, de réduire les crédits alloués à l'agriculture afin de maîtriser ses dépenses. À l'heure actuelle, il cherche à financer la 13^{e} rente AVS, à améliorer l'équipement de l'armée et à endiguer la hausse des dépenses sociales. Que reste-t-il encore pour des dépenses plus élevées pour l'agriculture ?

Environnement

Affirmation des initiant(e)s : *l'élevage pollue l'environnement*

Vérification des faits

À l'instar de tout autre secteur économique ainsi que de toute autre activité humaine, l'agriculture et l'élevage ont un impact sur la nature et l'environnement. Augmenter les importations d'aliments d'origine animale plutôt que de les produire en Suisse est encore plus polluant. Bien que nous ne produisions nous-mêmes que 50 % de notre nourriture, plus des deux tiers de l'empreinte écologique liée à notre consommation sont générés

aujourd'hui à l'étranger. Et c'est sans compter le niveau de bien-être animal beaucoup plus élevé que connaît la Suisse par rapport aux autres pays.

Affirmation des initiant(e)s : *mieux vaut que les animaux vivent où leur nourriture pousse et que nous importions des aliments d'origine animale.*

Vérification des faits

Cette affirmation est erronée. Plus la Suisse importe de denrées alimentaires, plus son empreinte écologique globale s'aggrave (voir vérification des faits précédente). À cela s'ajoute le fait que l'élevage est soumis à une réglementation beaucoup moins stricte dans la plupart des autres pays. Importer davantage de viande nuit donc non seulement à l'environnement, mais aussi au bien-être des animaux.

Affirmation des initiant(e)s : *l'acceptation de l'initiative permet de réduire le gaspillage alimentaire.*

Vérification des faits

Cette affirmation est fausse. L'initiative ne prévoit aucune mesure pour réduire le gaspillage alimentaire. La majeure partie des pertes alimentaires évitables est générée non pas par l'agriculture, mais par les ménages.

Affirmation des initiant(e)s : *l'acceptation de l'initiative améliore la durabilité de l'agriculture suisse.*

Vérification des faits

Cette affirmation est fausse. L'objectif d'un taux d'auto-approvisionnement de 70 % signifierait que nous devrions produire à tout prix non seulement sur le Plateau, mais aussi sur toutes les terres cultivables plus ou moins propices. Les surfaces actuellement réservées à la promotion de la biodiversité devraient elles aussi servir en priorité à la production alimentaire.

Consommation et marché

Affirmation des initiant(e)s : *la Suisse mange encore autant de viande uniquement parce que la consommation de celle-ci est encouragée par l'argent des contribuables.*

Vérification des faits

Cette affirmation est fausse. La Confédération finance des mesures de marketing par les fonds alloués à la promotion des ventes. La filière de la viande en profite également. Mais cela fait belle lurette que la publicité n'encourage plus à manger davantage de viande. Au contraire, le message principal est plutôt de veiller à ce que la viande consommée vienne de Suisse, pour l'amour du bien-être animal et de l'environnement. L'affirmation selon laquelle, sans ces subventions, toute la Suisse se nourrirait principalement de protéines végétales comme les pois chiches, les lentilles ou les haricots témoigne d'un grand embellissement idéologique.

Affirmation des initiant(e)s : *les habitudes de consommation changeraient en cas d'acceptation de l'initiative.*

Vérification des faits

Cette affirmation est fausse. C'est même la plus grande faiblesse de l'initiative. Les initiant(e)s partent du principe que l'alimentation de la population changerait du tout au tout si l'agriculture suisse proposait une offre différente et produisait, par exemple, davantage de sources de protéines végétales. Le fait est que les magasins proposent déjà toute la gamme des aliments d'origine végétale : boissons végétales, substituts végétaux de viande, lentilles, pois chiches et tout ce qui fait le bonheur des végétalien(ne)s. Il faut dire aussi que l'agriculture suisse produit ce que la population consomme, et non l'inverse.

Affirmation des initiant(e)s : *l'initiative n'est pas un diktat vegan déguisé.*

Vérification des faits

Cette affirmation est fausse. La mise en œuvre de cette initiative ne serait pas une mince affaire, mais nécessiterait des ingérences étatiques de très grande ampleur tant directement dans l'agriculture que dans les habitudes de consommation de la population. La Confédération devrait empêcher l'accès aux aliments d'origine animale, notamment à la viande de poulet si appréciée, aux œufs tant demandés, mais aussi à toutes les variétés de viande de porc. Le lait et la viande provenant d'animaux se nourrissant de fourrage grossier comme les vaches ne seraient également disponibles qu'en quantités limitées. Un taux d'auto-approvisionnement de 70 % serait synonyme d'une alimentation comme en temps de guerre : les pommes de terre, la bouillie de céréales et la semoule deviendraient la base de nos repas.

Affirmation des initiant(e)s : *la Suisse produit trop de lait et trop de viande de porc.*

Vérification des faits

À l'heure actuelle et sur le court terme, cette affirmation est correcte. De manière plus globale, elle se révèle cependant être erronée. À l'inverse de celui de nombreux autres aliments, le taux d'auto-approvisionnement de la viande de porc et du lait est plutôt élevé. Il nous permet même de couvrir nous-mêmes nos besoins. Une légère hausse de la production indigène (par exemple en raison de la très bonne récolte de fourrage en 2025 pour le lait ou de très bons prix pour la viande de porc) entraîne une dégringolade immédiate des prix, car la demande reste inchangée. Le faible niveau des prix a alors tôt fait de réduire la production. Les effectifs de vaches laitières et de porcs diminuent en continu depuis des années. C'est la production qui s'adapte à la consommation, et non l'inverse.